

**Texte final
4 décembre 2008**

**Chapitre sept
Mobilité de la main-d'œuvre**

Annexe n° 1 du neuvième protocole de modification

Approuvé le 16 janvier 2009

Chapitre sept

Mobilité de la main-d'oeuvre

Article 700 : Application des règles générales

1. Les articles 404 (Objectifs légitimes) et 405 (Conciliation) ne s'appliquent pas au présent chapitre.
2. Il est entendu que les articles 400 (Application), 401 (Non-discrimination réciproque), 402 (Droit d'entrée et de sortie), 403 (Absence d'obstacles) et 406 (Transparence) s'appliquent au présent chapitre.
3. Aux fins des articles 401 (Non-discrimination réciproque), 402 (Droit d'entrée et de sortie) et 403 (Absence d'obstacles), tout renvoi fait dans ces articles à l'article 404 (Objectifs légitimes) sera interprété comme un renvoi à l'article 708.

Article 701 : Objet

Le présent chapitre a pour objet d'éliminer ou de réduire les mesures adoptées ou maintenues par les Parties et qui restreignent ou entravent la mobilité de la main-d'oeuvre au Canada et, en particulier, de permettre à tout travailleur accrédité pour exercer un métier ou une profession par un organisme de réglementation d'une Partie d'être reconnu comme qualifié par l'ensemble des autres Parties pour exercer ce métier ou cette profession.

Article 702 : Portée et champ d'application

1. Le présent chapitre s'applique aux mesures adoptées ou maintenues par une Partie concernant :
 - a) les exigences de résidence applicables aux travailleurs en tant que condition d'accès à des occasions d'emplois ou de reconnaissance professionnelle se rapportant au métier ou à la profession du travailleur;
 - b) les exigences en matière de reconnaissance professionnelle, autres que les exigences de résidence, applicables aux travailleurs en vue de l'exercice d'un métier ou d'une profession ou de l'utilisation d'un titre réservé;
 - c) les normes professionnelles.
2. Le présent chapitre ne vise pas :
 - a) les mesures à caractère social, expression qui s'entend notamment des divers codes du travail et normes du travail, des régimes de salaire minimum, des périodes d'admissibilité à l'assurance-emploi et des prestations d'aide sociale;
 - b) les mesures du Québec se rapportant aux exigences linguistiques.

Article 703 : Étendue des obligations

1. Pour l'application des alinéas 102(1)b) et c) (Étendue des obligations), chaque Partie doit, par des mesures appropriées, assurer le respect des dispositions du présent chapitre :

a) par ses administrations régionales, locales, de district et autres formes d'administration municipale;

b) par ses autres organismes gouvernementaux et par les organismes non gouvernementaux qui exercent des pouvoirs délégués par la loi.

2. Chaque Partie s'efforce, par des mesures appropriées, d'assurer le respect des dispositions du présent chapitre par des organismes non gouvernementaux autres que ceux qui exercent des pouvoirs délégués par la loi.

Article 704 : Relation avec d'autres accords

Si, dans un cas particulier, il y a incompatibilité entre une disposition du présent chapitre et une disposition de tout autre accord conclu par au moins deux Parties relativement aux questions visées par le présent chapitre, l'accord qui favorise le plus la mobilité de la main-d'oeuvre, dans ce cas particulier, l'emporte, dans la mesure de l'incompatibilité. Il est entendu que, si un autre accord l'emporte, il ne s'applique qu'à l'égard des Parties à cet accord.

Article 705 : Exigences en matière de résidence

1. Sous réserve de l'article 708, les Parties ne peuvent obliger un travailleur d'une Partie à résider sur leur territoire en tant que condition visant :

a) l'admissibilité à l'emploi;

b) la reconnaissance professionnelle se rapportant au métier ou à la profession du travailleur.

2. Le gouvernement fédéral, conformément à l'alinéa 1a) et sous réserve de l'article 708, ne peut obliger un travailleur d'une autre Partie à résider dans une province ou un territoire précis en tant que condition d'admissibilité pour soumettre une demande, dans un processus de nomination ou d'embauche externe, à des fins de nomination ou d'embauche à un poste ou un emploi :

a) dans des ministères de la fonction publique fédérale, des établissements publics, des sociétés d'État, des organismes distincts et autres secteurs de l'administration publique énumérés aux annexes I à VI de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, Lois révisées du Canada, chapitre F-10, avec ses modifications successives,

b) dans d'autres sociétés d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, Lois révisées du Canada, chapitre F-10, avec ses modifications successives, qui ne sont pas visées par l'alinéa a).

Article 706 : Reconnaissance professionnelle des travailleurs

1. Sous réserve des paragraphes 2, 3, 4 et 6 et de l'article 708, tout travailleur accrédité par un organisme de réglementation d'une Partie pour exercer une profession ou un métier doit, au moment de la demande, être accrédité pour exercer cette profession ou ce métier par toute autre Partie qui réglemente cette profession ou ce métier sans autre exigence significative de formation supplémentaire, d'expérience, d'examens ou d'évaluation dans le cadre de cette procédure de reconnaissance professionnelle.

2. Sous réserve des paragraphes 3 et 4, et de l'article 708, chaque Partie reconnaît tout travailleur titulaire, pour une province ou un territoire, d'une accréditation portant la mention Sceau rouge, conformément au Programme des normes interprovinciales Sceau rouge, comme étant qualifié pour exercer le métier visé par cette accréditation.

3. Il est entendu qu'un organisme de réglementation compétent d'une Partie peut, comme condition de reconnaissance professionnelle de tout travailleur visé aux paragraphes 1 ou 2, imposer des exigences à ce travailleur (autres que des exigences significatives de formation supplémentaire, d'expérience, d'examens ou d'évaluation), y compris:

- a) acquitter des frais liés à la demande ou à son traitement;
- b) obtenir une assurance, une protection contre la faute professionnelle ou une protection semblable;
- c) déposer un cautionnement;
- d) faire l'objet d'une vérification d'antécédents judiciaires;
- e) démontrer son intégrité;
- f) démontrer une connaissance des mesures maintenues par cette Partie et applicables à l'exercice de ce métier ou de cette profession sur son territoire;
- g) produire un certificat, une lettre ou une autre preuve, émis par l'organisme de réglementation de chaque territoire où le travailleur est actuellement accrédité, confirmant ainsi que sa reconnaissance professionnelle est en règle dans ce territoire;

à condition que :

- h) sous réserve de l'alinéa (5)c), chacune des exigences énoncées dans les alinéas a) à f) soit identique ou très similaire, mais pas plus onéreuse que celle imposée par l'organisme de réglementation aux travailleurs de son territoire, dans le cadre de la procédure normale de reconnaissance professionnelle;
- i) chacune de ces exigences ne constitue pas une restriction déguisée à la mobilité de la main-d'œuvre.

4. Aucune disposition des paragraphes 1 ou 2 ne limite la capacité d'un organisme de réglementation d'une Partie de faire ce qui suit :

- a) refuser d'accréditer un travailleur ou imposer des modalités, conditions ou restrictions à sa capacité d'exercer là où cette mesure est jugée nécessaire pour protéger l'intérêt du public, à la suite de plaintes ou de procédures disciplinaires ou criminelles concernant les compétences, le comportement ou l'intégrité de ce travailleur dans toute autre province ou territoire;
- b) imposer de la formation, de l'expérience, des examens ou des évaluations supplémentaires en tant que condition de reconnaissance professionnelle quand une personne n'a pas exercé la profession ou le métier depuis une période de temps déterminée;
- c) demander au travailleur de démontrer un niveau de compétence en anglais ou en français comme condition de reconnaissance professionnelle lorsqu'une exigence équivalente de compétence linguistique n'a pas été imposée au

travailleur, et remplie par celui-ci, comme condition de reconnaissance professionnelle du travailleur dans sa province ou son territoire d'accréditation actuel;

- d) déterminer si, pour une limite, restriction ou condition d'exercice imposée à un travailleur dans la province ou le territoire où il a reçu sa reconnaissance professionnelle actuelle, il existe une limite, restriction ou condition équivalente qui peut être imposée par l'organisme de réglementation à un travailleur sur son territoire et imposer une limite, restriction ou condition d'exercice équivalente à la reconnaissance professionnelle du travailleur ou, lorsque l'organisme de réglementation n'a pas prévu l'application d'une reconnaissance professionnelle limitée, restreinte ou conditionnelle, refuser d'accréditer le travailleur;

à condition que :

- e) chacune de ces mesures soit identique ou très similaire, mais pas plus onéreuse que celles imposées par l'organisme de réglementation compétent aux travailleurs de son territoire;
- f) la mesure ne constitue pas une restriction déguisée à la mobilité de la main-d'œuvre.

5. Sous réserve de l'article 708, chaque Partie s'assure que les mesures qu'elle adopte ou maintient en matière de reconnaissance professionnelle des travailleurs d'une autre Partie:

- a) sont publiées sur le site Web de l'organisme de réglementation pertinent ou facilement accessibles sur un site Web de la Partie;
- b) entraînent une reconnaissance professionnelle rapide;
- c) sous réserve des frais excédentaires réels, n'imposent pas de droits ou autres frais plus élevés que ceux imposés à ses propres travailleurs.

6. Lorsqu'un travailleur est accrédité pour exercer un métier ou une profession par un organisme de réglementation d'une Partie, aucune disposition du présent article n'empêche un organisme de réglementation d'une autre Partie de lui permettre d'exercer ce métier ou cette profession sur son territoire, sans autre forme de reconnaissance professionnelle.

Article 707 : Normes professionnelles

1. Chaque Partie peut adopter ou maintenir des normes professionnelles et, ce faisant, fixer le niveau de protection qu'elle juge approprié dans les circonstances. Les Parties conviennent, le cas échéant et dans la mesure du possible, de prendre des mesures pour concilier leurs normes professionnelles.

2. Suivant le paragraphe 1, chaque Partie adopte, le cas échéant et dans la mesure du possible, ses normes professionnelles en fonction des normes interprovinciales communes, notamment les normes professionnelles élaborées dans le cadre du Programme des normes interprovinciales Sceau rouge, ou des normes internationales. Les Parties réitèrent leur engagement soutenu envers le Programme des normes interprovinciales Sceau rouge, y compris le recours aux analyses nationales de professions, comme étant une approche éprouvée pour mettre en place des normes interprovinciales communes pour les métiers.

3. Si des normes professionnelles n'ont pas été établies sur le territoire d'une Partie relativement à une profession ou à un métier donné, mais qu'elles existent sur le territoire d'autres Parties, et que la Partie où il n'existe pas de normes entend en élaborer, elle doit le faire de manière à

favoriser la mobilité de la main-d'œuvre. La Partie qui entend élaborer ces normes avise les autres Parties de son intention et leur donne l'occasion de formuler des commentaires lors de l'élaboration de ces normes.

4. S'il n'existe pas de normes professionnelles sur le territoire d'aucune des Parties relativement à un métier ou à une profession et qu'une Partie estime nécessaire d'établir des normes professionnelles pour ce métier ou cette profession, les Parties conviennent que ces nouvelles normes professionnelles doivent être élaborées de manière à favoriser la mobilité de la main-d'œuvre. La Partie qui entend élaborer de nouvelles normes avise les autres Parties de son intention et leur donne l'occasion de formuler des commentaires lors de l'élaboration de ces normes.

5. Si une Partie estime nécessaire d'apporter des modifications à toute norme professionnelle relativement à un métier ou à une profession, les Parties conviennent que la modification de ces normes professionnelles se fait de manière à favoriser la mobilité de la main-d'œuvre. La Partie qui entend apporter ces modifications avise les autres Parties de son intention et leur donne l'occasion de formuler des commentaires sur les modifications de ces normes.

Article 708 : Objectifs légitimes

1. Lorsqu'il est établi qu'une mesure relevant de la portée et du champ d'application du présent chapitre est incompatible avec les articles 401, 402, 403, 705 ou les paragraphes 1, 2 ou 5 de l'article 706, cette mesure est néanmoins permise en vertu du présent chapitre si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la mesure a pour objet la réalisation d'un objectif légitime;
- b) la mesure ne restreint pas la mobilité de la main-d'œuvre plus qu'il n'est nécessaire pour réaliser cet objectif légitime;
- c) la mesure ne crée pas une restriction déguisée de la mobilité de la main-d'œuvre.

2. Il est entendu qu'aux fins de l'application de l'alinéa (1)b) de l'article 708 aux paragraphes 1, 2, ou 5 de l'article 706, la simple différence entre les exigences en matière de reconnaissance professionnelle d'une Partie touchant les titres de compétence, l'éducation, la formation, l'expérience, les méthodes d'examen ou d'évaluation et celles de toute autre Partie ne suffit pas, en soi, à justifier, pour respecter un objectif légitime, d'imposer des exigences supplémentaires en matière d'éducation, de formation ou d'expérience, ou un examen ou une évaluation. Si la différence porte sur les titres de compétence, l'éducation, la formation ou l'expérience, la Partie qui cherche à imposer une exigence supplémentaire doit être en mesure de démontrer que cette différence entraîne une lacune réelle et significative dans une compétence, un domaine de connaissances ou une aptitude. Par exemple, l'imposition d'une exigence en matière de formation, d'éducation ou d'expérience supplémentaire peut être justifiée en vertu de l'alinéa (1)b) lorsqu'une Partie est en mesure de démontrer :

- a) l'existence d'une différence significative entre le champ d'exercice d'une profession ou d'un métier pour lequel le travailleur cherche à être accrédité dans son territoire, et le champ d'exercice de la profession ou du métier pour lequel le travailleur a été accrédité par l'organisme de réglementation d'une autre Partie;
- b) en raison de cette différence, le travailleur n'a pas la compétence, les connaissances dans un domaine ou l'aptitude nécessaires pour exercer dans le champ de pratique de la profession ou du métier pour lequel le travailleur cherche à être accrédité.

3. Lorsqu'une Partie adopte ou maintient une mesure en vertu du paragraphe 1, elle doit donner un avis écrit de cette mesure au Forum, en respectant la forme et le contenu jugés appropriés par ce dernier. L'avis doit préciser le motif à l'appui de la mesure et la durée prévue de son application.

4. Le Forum élabore et met en œuvre un cadre visant à permettre aux Parties d'établir une liste des mesures particulières prises en vertu du paragraphe 1 et à l'égard desquelles l'avis prévu au paragraphe 3 a été donné au Forum. Le Forum affiche cette liste sur un site Web public.

Article 709 : Mise en œuvre, application et évaluation

1. Le Forum est chargé du mandat suivant :

- a) promouvoir la mise en œuvre et le respect continu du présent chapitre et élaborer un ou des plans de travail se rattachant aux objectifs de ce chapitre;
- b) élaborer et mettre en œuvre le cadre d'application de l'article 707;
- c) élaborer la forme et le contenu des avis prévus au paragraphe 3 de l'article 708;
- d) élaborer et mettre en œuvre le cadre de publication des mesures prévues au paragraphe 4 de l'article 708;
- e) préparer un rapport annuel sur l'application du présent chapitre et le présenter au Comité.

2. Le rapport annuel prévu à l'alinéa 1e) doit comporter les renseignements suivants :

- a) une évaluation de l'efficacité des dispositions du présent chapitre, y compris l'examen de toute conséquence négative imprévue, avec des recommandations pertinentes en vue de régler les problèmes soulevés dans l'évaluation, notamment les modifications qui devraient être apportées au présent chapitre;
- b) la liste des mesures à l'égard desquelles l'avis prévu au paragraphe 3 de l'article 708 a été donné, ainsi que la description des justifications invoquées à l'égard de ces mesures et la durée d'application prévue de celles-ci;
- c) un résumé des différends qui ont surgi entre les Parties durant l'année relativement à l'interprétation ou à l'application du présent chapitre et les résultats des consultations ou autres procédures de règlement des différends auxquelles les Parties concernées ont décidé de recourir.

3. Le Forum peut constituer les comités qu'il estime nécessaires pour l'aider dans la mise en œuvre de tout plan de travail. Ces comités peuvent être composés de représentants des Parties et, s'il y a lieu, d'organismes de réglementation ou d'autres organismes non gouvernementaux et groupes d'intérêts concernés.

Article 710 : Consultations et règlement des différends

Les dispositions du chapitre dix-sept s'appliquent aux consultations et au règlement des différends relevant du présent chapitre.

Article 711 : Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent chapitre.

« **accrédité** » Le fait qu'un travailleur soit titulaire d'un certificat, d'une autorisation d'exercer, d'une immatriculation ou de toute autre reconnaissance professionnelle officielle accordé par l'organisme de réglementation d'une Partie, attestant que le travailleur est qualifié et, s'il y a lieu, est autorisé à exercer une profession ou un métier donné ou à utiliser un titre réservé sur le territoire de la Partie. Il est entendu que le terme « accrédité » ne comprend pas uniquement l'expérience de travail dans une profession ou un métier donné, acquise sur le territoire d'une Partie où la reconnaissance professionnelle n'est pas exigée pour exercer ce métier ou de cette profession.

« **analyse nationale de professions** » Le document produit dans le cadre du Programme des normes interprovinciales Sceau rouge qui décrit les tâches principales et sous-jacentes exécutées par un travailleur dans un métier donné.

« **Forum** » Le Forum des ministres du marché du travail.

« **objectif légitime** » S'entend de l'un ou de plusieurs des objectifs suivants poursuivis sur le territoire d'une Partie :

- a) la sécurité du public;
- b) l'ordre public;
- c) la protection de la vie ou de la santé des humains, des animaux ou des végétaux;
- d) la protection de l'environnement;
- e) la protection des consommateurs;
- f) la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être des travailleurs;
- g) la prestation de services sociaux, de services de santé appropriés dans toutes les régions géographiques de cette Partie;
- h) les programmes à l'intention des groupes défavorisés.

« **métier ou profession** » Ensemble d'emplois qui, sous réserve de certaines différences, sont semblables du point de vue des tâches ou fonctions principales ou du point de vue du genre de travail exécuté.

« **norme professionnelle** » Les aptitudes, les connaissances et les compétences requises pour exercer un métier ou une profession, telles qu'elles sont établies par un organisme de réglementation d'une Partie et en fonction desquelles sont évaluées les qualifications d'une personne désirant exercer ce métier ou cette profession.

« **organisme de réglementation d'une Partie** » Ministère ou organisme gouvernemental semblable d'une Partie ou organisme non gouvernemental qui exerce des pouvoirs délégués par la loi.

« **organisme non gouvernemental** » Sont compris parmi les organismes non gouvernementaux – qui exercent ou non des pouvoirs qui lui sont délégués par la loi - les associations et ordres professionnels, les hôpitaux, les dispensaires, les établissements de soins de longue durée, les

cliniques et tout autre organisme dispensant des services ou des soins de santé, les organismes de réglementation des professions, les conseils scolaires, les universités, les collèges et tout autre établissement d'enseignement ou de formation, les syndicats et les associations industrielles.

« **organisme non gouvernemental qui exerce des pouvoirs délégués par la loi** » Tout organisme non-gouvernemental auquel une loi provinciale ou fédérale a délégué le pouvoir d'établir ou d'appliquer des mesures se rapportant aux sujets suivants :

a) l'établissement de normes professionnelles ou des exigences relatives à la reconnaissance professionnelle;

b) l'évaluation des qualifications des travailleurs en fonction des normes professionnelles ou des exigences en matière de reconnaissance professionnelle établies;

c) la reconnaissance officielle du fait qu'une personne satisfait aux normes professionnelles ou aux exigences en matière de reconnaissance professionnelle établies.

« **travailleur** » Personne physique – salariée, travailleur autonome ou chômeur – qui effectue ou désire effectuer, un travail en échange d'un salaire ou de profits.

« **travailleur d'une Partie** » Travailleur qui réside sur le territoire d'une Partie.